



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

APRÈS 12 SEMAINES DE MOBILISATION DES GILETS JAUNES APRÈS LA GRÈVE DU 5 FÉVRIER

PRÉPARER UNE VRAIE GRÈVE GÉNÉRALE C'EST ÇA LA SOLUTION !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 6 FÉVRIER 2019

Après douze samedis consécutifs de mobilisation des « Gilets jaunes », la colère populaire contre Macron - le Président des riches – ne se tarit pas.

Et le mardi 5 février, la journée de grève et de manifestations à l'initiative de la CGT, rejointe par Solidaires et la FSU, a été l'occasion de faire un pas vers la convergence entre le mouvement des « Gilets jaunes » et l'organisation de débrayages, de grèves dans des entreprises et autres lieux de travail. Le moyen aussi de commencer à mettre en discussion la perspective d'un mouvement d'ensemble, d'une grève reconductible, illimitée, seul moyen réaliste de faire céder ce gouvernement aux ordres du MEDEF.

CONTRE LES CLASSES POPULAIRES, LES ATTAQUES CONTINUENT À PLEUVOIR

Alors que la question du pouvoir d'achat est au cœur de la révolte, la grande distribution n'a rien trouvé de mieux à faire que d'appliquer, depuis le 1^{er} février, une hausse moyenne de 6,3 % sur les prix alimentaires. Le prétexte: une loi négociée entre agriculteurs, industriels et distributeurs pour soi-disant mieux rémunérer les agriculteurs.

C'est aussi l'annonce de la hausse des tarifs d'autoroutes de 1,03 à 2,04 %, soit plus de 10% en sept ans. De quoi encore gaver les actionnaires qui ont pourtant déjà croqué 14,9 milliards d'euros sur les profits accumulés entre 2006 et 2013.

Et pour ne pas gâcher cette fête, le régulateur de l'énergie réclame une hausse de 6 % des prix de l'électricité à compter du 1^{er} mars.

LA RÉPRESSION, LEUR SEULE RÉPONSE À LA COLÈRE SOCIALE

Confronté à la mobilisation prolongée et déterminée des « Gilets jaunes », le gouvernement n'a plus qu'une réponse : les violences policières et l'amplification de la répression.

Résultat: 175 blessures à la tête, 17 manifestant(e)s éborgné(e)s, 1 décès et 4 mains

arrachées. Ce qui n'a pas empêché le Conseil d'état de rejeter la suspension de l'usage en manifestation des lanceurs de balles de défense (LBD). Une manière de dire à la police qu'elle peut continuer à mutiler impunément !

Mais comme visiblement, ça ne suffit pas pour faire taire la contestation sociale, Belloubet, ministre de la justice, a demandé aux juges de prononcer les peines maximales. Et l'Assemblée Nationale a adopté la loi soi-disant « anti-casseurs ». En fait, une loi « anti-manifs », qualifiée par le Syndicat des Avocats de France (SAF) de « *loi générale contre l'exercice d'une liberté publique* ».

Une loi scélérate qui instaure des interdictions de manifester, les interpellations préventives et le fichage des « indésirables », confirmant la détermination de ce gouvernement à restreindre les droits et les libertés démocratiques pour imposer, coûte que coûte, sa politique de régression sociale.

POUR GAGNER, IL FAUDRA UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Les « Gilets jaunes » ont ouvert une brèche que Macron et son gouvernement ne parviennent pas à refermer, malgré toutes leurs manœuvres et la mise en scène de leurs débats en bras de chemise, largement relayée par des télévisions et des radios complaisantes.

Ils ont également montré la voie et la méthode pour bâtir un mouvement qui dure et

s'enracine, en construisant la mobilisation à la base, en la prenant en main pour la contrôler, en refusant dans leur majorité les cadres de débat dans lesquels ce pouvoir voudrait les engluier.

Mais il ne sera pas possible de gagner, de faire céder ce gouvernement, sans franchir une nouvelle étape, en se donnant les moyens de paralyser totalement le fonctionnement de l'économie du pays.

Et pour cela, il va falloir étendre le mouvement des « Gilets jaunes » aux entreprises et à l'ensemble des lieux de travail, en posant la question du passage nécessaire à la grève. Une grève qui se généralise avec pour horizon la préparation d'une grève générale.



SÉNARD-BOLLORÉ À LA TÊTE DE RENAULT : UN TANDEM QUI A FAIT SES PREUVES

En validant le nouveau tandem Sénard-Bolloré pour remplacer Ghosn, Macron et son gouvernement adressaient un signe clair à la Bourse et aux grands patrons de l'industrie et de la finance : Ghosn parti, pas question de changer de cap.

En passant de Total à St Gobain, puis de Pechiney à Michelin, Sénard a acquis une solide expérience en matière de suppressions d'emplois pour engraisser les actionnaires. Il cultive une image sociale, mais pour les salariés de Michelin – d'où il vient – le compte n'y est pas : salaires à la traîne, conditions de travail aggravées par les suppressions d'emplois.

Quant à Bolloré, c'est main dans la main avec Ghosn qu'il a mis en place les accords « compétitivité-emploi » de 2013 et 2017 qui ont permis d'emplier les poches des actionnaires sur le dos des salariés Renault et des intérimaires. Et c'est à Ghosn qu'il doit sa place chez Renault. On comprend pourquoi, au lendemain de l'incarcération de Ghosn, il s'est fendu d'un courrier électronique à tout le personnel pour affirmer son soutien à son mentor.

Rien de bon à attendre de ce tandem.

AUTOROUTES : LE SCANDALE CONTINUE

En plein mouvement des gilets jaunes, l'augmentation des péages d'autoroutes sonne comme une provocation. Même si le gouvernement a fait mine de s'en offusquer, il ne peut plus masquer le double scandale qui caractérise depuis des années cette question des péages.

Le premier, lorsque Sarkozy et Villepin vendent la concession des autoroutes pour une bouchée de pain à des filiales de Vinci, Eiffage et Albertis. Au monopole d'Etat succède un monopole privé extrêmement juteux pour leurs actionnaires, sur le dos des usagers, avec des milliards en moins pour le budget de l'Etat.

Second scandale en 2015. Macron et Ségolène Royal, ministres de Hollande, pondent un arrêté de gel des tarifs de péage. Contestant sa légalité, les sociétés d'autoroutes les font capituler 3 mois plus tard, dans un pacte tenu secret jusqu'au mois dernier. En contrepartie du gel des tarifs de 2015 à 2018, l'Etat leur accorde de nouveaux avantages exorbitants, dont celui du rattrapage des tarifs de 2019 à 2023 !

Les actionnaires des autoroutes se gavent sans risque. Le scandale doit cesser.

EGYPTE : MACRON COURTISE LE DICTATEUR SISSI

Avec un aplomb sans nom, Macron peut prétendre qu'en soutenant au Venezuela un président autoproclamé, il défend la démocratie, et "en même temps", aller courtiser en Egypte un dictateur arrivé au pouvoir en 2013, par un coup d'Etat contre son prédécesseur régulièrement élu.

Depuis cette date, les prisons égyptiennes sont pleines de prisonniers politiques, syndicaux, de

journalistes, etc. La peine de mort a été appliquée contre des dizaines d'opposants et des centaines d'exécutions extrajudiciaires ont eu lieu.

Que ce soit un régime de terreur, pour Macron, qu'à cela ne tienne, dès lors que le partenariat stratégique qui le lie à la France conduit à de juteux contrats qui vont remplir de milliards les poches des multinationales françaises, en particulier celles qui œuvrent dans le domaine des ventes d'armes.

Dans un tel contexte, les quelques déclarations de Macron sur les droits humains en Egypte sont une sinistre plaisanterie.

VÉNÉZUELA : DÉNONCER LE PUTCH SANS SOUTENIR MADURO

Juan Guaido, le chef de l'opposition s'est autoproclamé Président de la République. Au lieu d'être condamnée de manière unanime, cette tentative de coup d'Etat a été immédiatement soutenue par Trump, puis par Macron et les principaux pays européens.

Rien d'étonnant : depuis la présidence Chavez, l'opposition vénézuélienne a pratiqué la stratégie du chaos, dans l'espoir d'une intervention américaine en sa faveur.

Mais dénoncer le putsch ne doit pas conduire à soutenir Maduro. Si la situation est devenue catastrophique au Venezuela, ce n'est pas dû uniquement à la baisse du prix du pétrole et aux sanctions américaines.

Depuis qu'il a perdu la majorité à l'assemblée en 2015, Maduro gouverne en marge de la légalité constitutionnelle et réprime de manière brutale toute forme de résistance. Et tandis que le clan au pouvoir fait main basse sur les richesses du pays, la population n'a plus de quoi se nourrir ou se soigner.

Elle n'en peut plus de Maduro, certes, mais n'a pas non plus choisi Guaido. De quel droit Trump, Macron et les autres soutiennent-ils ce putsch ?

GONFLÉ, LE MEC !

Macron salue « *le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté* »... tout en réprimant ses propres contestataires, les Gilets jaunes, à coup de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de flash-balls et d'arsenal judiciaire.

La cause de la liberté ne manque pas de défenseurs en France. Mais ils sont dans la rue revêtu d'un gilet jaune, pas à l'Élysée !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique